

**Discours d'ouverture d'Agnès Pannier-Runacher,
Ministre déléguée chargée de l'Industrie
Conseil national de l'industrie
Lundi 6 septembre 2021**

Mesdames et Messieurs, bonjour à toutes et à tous,

C'est un plaisir de réunir en plénière ce Conseil national de l'industrie après cette année si particulière, et de le faire en parallèle du salon Global Industrie qui est une vitrine, non seulement française mais aussi internationale, pour notre industrie française.

L'année passée a été intense et nous a collectivement mis à l'épreuve. **Face à une situation sanitaire sans précédent, l'industrie a été au rendez-vous. Vous avez été au rendez-vous.** La crise a en effet illustré, de manière très concrète et je dirais presque douloureuse pour ceux qui en doutaient encore, tout ce que peut apporter l'industrie. Elle a remis en haut des priorités la nécessité de développer une base industrielle solide et résiliente en France et en Europe.

L'industrie a pu sortir des caricatures pour montrer par la preuve qu'elle apporte des solutions concrètes aux problèmes du quotidien. Nous sommes ainsi passés d'une vision qui était en réalité assez abstraite à des réalisations qui parlent au grand public. Ces derniers mois, je crois qu'on peut dire que l'industrie française a marqué des points.

Au-delà de la crise sanitaire, nous faisons plus profondément face à une double transformation. Et je veux insister sur ce point parce qu'on est effectivement obnubilé par la crise sanitaire et c'est parfaitement légitime. Mais il y a des mouvements de fond en ce moment. Transformation numérique et transformation environnementale se sont accélérées avec la crise sanitaire. Toutes proportions gardées, elles s'apparentent à la révolution industrielle que notre pays a connue à la fin du XIXème siècle. Ces transformations, il ne faut pas en douter, redistribueront les cartes de la production entre les nations.

Il en résulte pour nous une alternative. **Soit nous restons dans une attitude défensive et nous refusons de prendre des risques pour accompagner ces transformations, soit nous décidons qu'il relève de notre responsabilité collective - entreprise, élus locaux, Gouvernement - de faire de ces risques des opportunités et d'accompagner ces transformations.** Je pense aussi à la responsabilité des organisations syndicales puisqu'elles sont présentes et importantes dans ce Conseil national de l'industrie.

Sans surprise, et je sais que le président de la République partage cette approche, je pense que nous devons être du côté du risque et de l'audace, que nous devons agir vite pour reconquérir des parts de marché et pour amplifier la politique de reconquête industrielle engagée depuis le début de ce quinquennat. Nous devons agir pour inverser durablement la vapeur, après des décennies de capitulation et de désindustrialisation.

Cela ne veut pas dire que la partie sera facile. Mais ce qui est en jeu, c'est d'une part notre indépendance économique, et je rappelle que l'indépendance est quand même

synonyme de liberté, mais ce sont également nos emplois. Ce sont les emplois qui sont directement créés par l'industrie mais aussi tous les emplois induits par l'industrie et en particulier dans des territoires éloignés des agglomérations. L'industrie crée des emplois avant tout dans les communes de moins de 20.000 habitants. Et après des années de désindustrialisation, les choses sont en train de changer. Je suis au travail pour mettre en œuvre un choc de réindustrialisation parce que j'ai trois convictions que je voudrais partager avec vous.

Ma première conviction, c'est que l'industrie est la colonne vertébrale de notre économie. C'est dans l'industrie que se concentrent la recherche et le développement, le dépôt de brevets et l'innovation. C'est là aussi que nous mesurons notre degré d'autonomie. La crise Covid, je l'ai dit, a éclairé d'une lumière particulièrement crue nos vulnérabilités, alors même que nous sommes la sixième puissance économique mondiale. Nous avons expérimenté ce que cela signifie de n'être ni autonome dans notre production ni souverain dans nos décisions. Cette situation, vous le savez, s'est cristallisée il y a plus de 20 ans quand nous nous sommes engagés sur le chemin d'un mythe, celui du *fabless*, d'un pays sans usine, sans production, sans ouvriers. Aujourd'hui personne n'en doute, ce modèle n'est ni soutenable ni souhaitable.

Ce modèle n'est pas soutenable car séparer la Recherche & Développement de la production est une vue de l'esprit. Les deux sont intimement liés. La Recherche & Développement est d'autant plus efficace qu'elle est articulée avec la production, et ce ne sont pas les nouvelles technologies numériques qui vont rendre ce sujet moins prégnant. De même, n'oublions pas que ce sont les productions matures, dites à « faible valeur ajoutée », qui génèrent la marge qui nous permet d'investir dans l'innovation et dans les productions à forte valeur ajoutée.

Ce modèle n'est pas souhaitable car la désindustrialisation a eu des conséquences démographiques et sociales majeures. Le recul de notre industrie a conduit à un sentiment d'abandon des zones rurales et périurbaines. L'industrie, c'est au contraire la promesse d'emplois sur des territoires périphériques. On crée rarement un site industriel dans une grosse agglomération. Derrière chaque emploi industriel, il y a des emplois de services qui viennent en soutien de l'usine. Il y a aussi le petit café et le commerçant du coin. Et il y a la classe que l'on rajoute à l'école communale parce qu'il faut bien accueillir les enfants du personnel.

C'est ce triple rationnel d'autonomie stratégique, de chaînon essentiel de cohésion sociale et territoriale et, bien sûr, de dynamisation de notre croissance, qui replace aujourd'hui l'industrie au centre du jeu.

Ma deuxième conviction, c'est que la réindustrialisation est une priorité absolue parce que, je l'ai dit, le combat est loin d'être gagné. Cette priorité se lit aujourd'hui concrètement dans le plan de relance et dans toute notre politique économique. Vous le savez, le président de la République a initié un effort soutenu depuis 2017 pour réindustrialiser le pays, notamment à travers une politique d'attractivité volontariste qui s'appuie sur un agenda fiscal totalement assumé et cohérent, et sur une simplification des procédures administratives.

J'ai trouvé intéressant que le président de région, qui représente l'Association des régions de France, ait salué cet agenda dans ses propos. Je trouve que c'est un bel hommage

rendu à l'action du président de la République. Cette action porte ses fruits puisque nous avons recréé des emplois industriels en 2017, en 2018 et en 2019. Ça n'était pas arrivé depuis 2000. Nous sommes également devenus le pays le plus attractif, selon le classement Ernst & Young, pour les investissements industriels en Europe. Cela veut dire que les investisseurs étrangers nous reconnaissent d'être plus attractifs que l'Allemagne, que le Royaume-Uni et que l'Espagne réunis puisque nous avons eu plus de projets industriels que ces trois pays additionnés en 2020.

Au sortir de la crise sanitaire, nous avons l'opportunité d'amplifier ces résultats, d'accélérer notre politique de reconquête industrielle et de provoquer le choc de réindustrialisation qui est nécessaire si nous voulons gagner la partie. C'est la raison pour laquelle nous avons fait de l'industrie une priorité du plan de relance, qui lui consacre 35 milliards d'euros sur l'enveloppe globale de 100 milliards d'euros. Ce plan a été annoncé il y a un an, presque jour pour jour. C'est un plan historique. Il matérialise un vrai choix politique pour nous replacer avec nos partenaires européens sur la bonne route, celle d'un continent qui s'affirme sans naïveté face à ses concurrents chinois et américains, un continent qui fait face aux deux ruptures qui vont transformer en profondeur nos chaînes de production.

La première rupture, que j'ai mentionnée, c'est la digitalisation. L'industrie s'automatise, utilise des processus de production de plus en plus connectés à travers l'usine du futur. L'usine du futur, ce n'est pas un mot théorique, ce sont des technologies très concrètes. Nous en parlerons aujourd'hui sur ce salon avec la création d'une filière, Solution Industrie du futur, dont je remercie le président Frédéric SANCHEZ pour son travail. Différentes technologies vont accélérer cette transformation comme la 5G, le cloud ou encore l'intelligence artificielle. Ce sont autant d'opportunités pour produire à des coûts compétitifs et améliorer drastiquement les conditions de travail, tout en répondant mieux et plus rapidement aux demandes des clients.

Cela suppose un changement d'état d'esprit pour s'adapter à cette ruse de l'histoire qu'est la numérisation. Il faut notamment accélérer sur la 5G, la 5G B-to-B et la 5G entre entreprises, et rapprocher le secteur très innovant de la tech avec les industries. C'est tout l'enjeu notamment des start-up industrielles, qui sont probablement un des principaux moteurs de croissance industrielle.

La deuxième rupture, c'est la transition écologique et énergétique. Je le dis souvent, l'industrie au regard du défi climatique, c'est 20 % du problème. C'est même moins de 20 % du problème parce que c'est moins de 20 % des émissions de gaz à effet de serre. Mais c'est surtout 100 % des solutions parce que c'est dans l'industrie que nous allons mettre au point le moteur décarboné pour l'avion, les matériaux qui permettront de nous loger en réduisant fortement notre empreinte carbone, ou l'agriculture qui prélèvera moins d'intrants ou d'eau. Toutes ces innovations, c'est dans l'industrie qu'elles vont être mises au point et qu'elles vont être diffusées massivement.

Nous allons donc investir massivement. Dans la seule industrie, avec le plan de relance, c'est plus d'un milliard d'euros qui est consacré à la décarbonation des sites les plus émetteurs de CO₂. Cela veut dire qu'aujourd'hui, compte tenu des projets que nous avons, nous devrions pouvoir éviter en un an près de 3,6 millions de tonnes de carbone, ce qui correspond très exactement aux émissions de l'industrie en 18 mois.

Nous avons beaucoup décarboné l'industrie ces dernières années. Nous avons diminué de 40 % l'empreinte CO₂ de l'industrie française. Mais nous l'avons fait d'une mauvaise manière : en désindustrialisant. Fermer un site, ça enlève de l'empreinte carbone !

Mais par rapport au défi climatique, c'est inefficace. En effet nous avons augmenté notre empreinte carbone globale parce que nous importons massivement des marchandises produites avec des normes d'émission de CO2 peu exigeantes. C'est là qu'est l'enjeu. C'est là qu'est le challenge.

Face à cela, nous devons accélérer en nous appuyant sur deux leviers. Le premier levier, vous l'avez compris, c'est l'investissement pour l'innovation. Nous devons agir dans un cadre européen pour mettre au point des technologies bas carbone et capitaliser sur nos savoir-faire. C'est dans cette optique que nous avons lancé les travaux sur la batterie électrique. Nous poursuivons cette approche avec l'hydrogène. Les travaux européens se multiplient avec la pré-notification à la Commission européenne la semaine dernière de projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) concernant les semi-conducteurs et les enjeux de santé.

Le deuxième levier, c'est le rétablissement d'une concurrence loyale. Il s'agit de remettre sur un pied d'égalité les entreprises européennes qui respectent des normes environnementales exigeantes, et les entreprises étrangères qui n'y sont pas soumises et ont pourtant accès à notre marché intérieur, premier marché mondial en termes de consommateurs. C'est l'objet par exemple du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qu'on appelle plus simplement taxe carbone. La France défend ce mécanisme auprès de la Commission européenne.

Ma troisième conviction, c'est que la croissance doit être mieux partagée sur les territoires et mieux partagée entre les Français. À ce titre, on peut considérer que l'industrie est un modèle assez équilibré de partage de la valeur. Il s'agit du partage de la valeur géographique, mais aussi du partage de la valeur ajoutée puisque dans l'industrie, il n'est pas rare de trouver des ouvriers qui ont un salaire équivalent à deux fois le SMIC. Surtout, l'industrie offre des parcours de carrière intéressants, des possibilités d'évoluer et de devenir responsable de ligne, responsable d'équipe, voire directeur d'usine. Cet enjeu de partage de la valeur répond à une demande des citoyens et des consommateurs auprès des pouvoirs publics.

Cela suppose à mon sens trois grandes évolutions. La première évolution, c'est la culture des achats, une culture que je connais très bien pour l'avoir pratiquée dans une autre vie. Il faut sortir d'une logique court-termiste qui vise à minimiser à court terme le prix des achats, parfois au centime près, au risque de privilégier des délocalisations. Il semble préférable de s'appuyer sur un écosystème solide de sous-traitants de proximité capables de répondre vite quand vous avez un problème, et qui vous choisiront toujours comme partenaire parce que vous avez une relation de confiance. C'est une façon de créer de la compétitivité sur nos territoires pour les entreprises à moyen terme, les Allemands l'ont bien compris.

Ensuite, et là aussi je m'adresse à vous, industriels, nos modes de recrutement doivent évoluer. Dans un contexte de difficultés de recrutement et on l'a redit encore en introduction de ce salon, il faut ouvrir les recrutements aux jeunes, aux femmes, aux salariés en reconversion ou aux personnes en situation de handicap. Nous avons à relever un défi d'attractivité des métiers de l'industrie, mais également de renforcement des compétences. C'est pour cela qu'au niveau du Gouvernement, nous avons investi massivement dans la formation. Mais cela ne sera gagnant que si nous le faisons ensemble et si nous changeons nos modes de recrutement.

Enfin, l'entreprise n'est rien sans son premier actif. Son premier actif, ce sont les salariés, ce sont les savoir-faire. Il faut donc mieux valoriser ces savoir-faire. L'industrie, je l'ai dit, est plutôt bonne élève. Mais l'actionariat salarié, l'intéressement, la participation sont autant de leviers que nous gagnerions à utiliser plus pour faire en sorte que les salariés soient

associés au destin de l'entreprise et notamment associés à sa réussite. Je plaide vivement pour que ces outils soient pleinement utilisés et c'est aussi un combat de Bruno LE MAIRE et d'Olivia GRÉGOIRE

Vous l'avez compris, nous sommes à un moment charnière. Le succès du plan de relance montre que vous partagez notre vision de l'industrie et je voudrais saluer les 19 comités stratégiques de filière qui ont accompli ces derniers mois beaucoup de travail, de manière très coopérative. C'est intéressant de voir comment cette crise sanitaire est peut-être aussi une ruse de l'histoire dans la façon dont nous travaillons ensemble : État, collectivités et entreprises. Parce qu'au fond, quand on est dans l'urgence, on n'a plus le choix des postures, on doit surtout trouver des solutions. Cette démarche partenariale porte ses fruits aujourd'hui. **Nous avons tous le regard tourné dans la même direction, celle d'une industrie conquérante qui assume de gagner des parts de marché à l'international et qui est résolument engagée dans la double transformation environnementale et numérique.** Nous travaillons collectivement au service des Français. Soyons fiers de qui nous sommes. Soyons fiers de nos ambitions. Je vous remercie.